

La Rencontre de l'observatoire des finances

16 Mars 2016

Ordre du jour

- Etat des lieux 2014 des finances et de la fiscalité des communes de Rennes Métropole et premiers résultats 2015 par l'Observatoire des finances de l'Audiar;
- Perspectives des finances publiques à moyen terme par **Luc Alain Vervisch**, expert et formateur en finances locales ;
- *Débat, conséquences pour les communes et anticipations possibles, échanges sur les pratiques mises en place sur le territoire.*

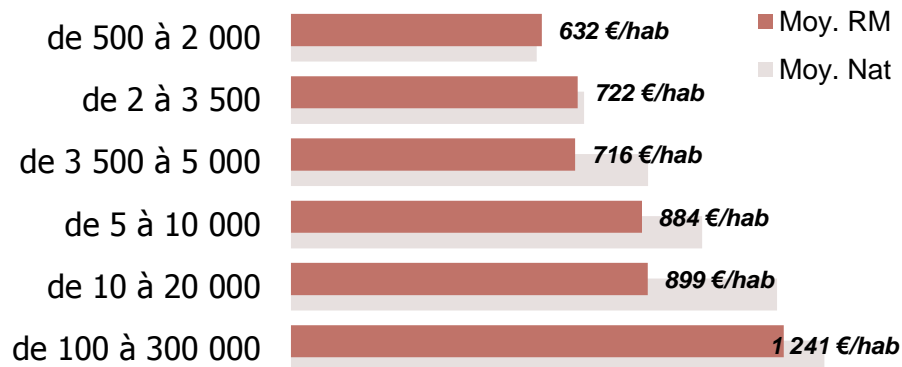
Les finances des communes de Rennes Métropole

Bilan 2014

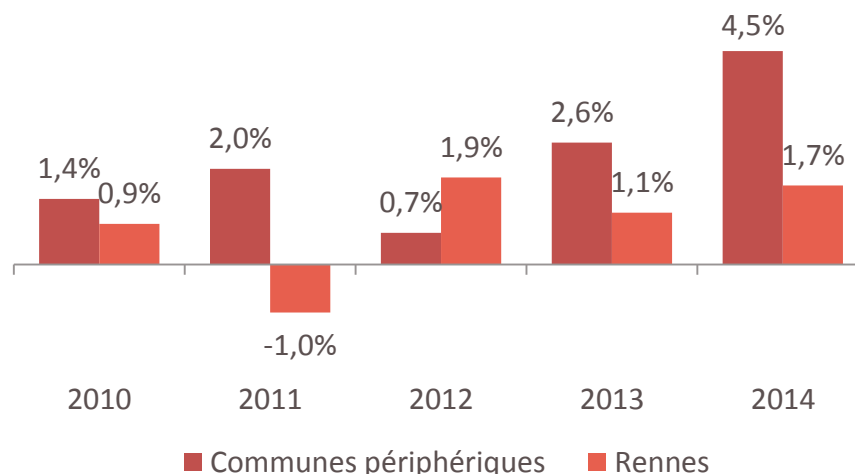
Des dépenses en hausse en 2014

- 440 millions d'€ de dépenses de fonctionnement en 2014 dont 60% pour la ville de Rennes
- 823 €/hab en moyenne dans les communes périphériques, 1241 €/hab à Rennes.
- Contrairement au ralentissement enregistré au niveau national dans les communes (+1,6% en 2014 contre +2,9% en 2013), hausse importante au niveau local particulièrement en moyenne dans les communes périphériques (+4,5%).
- +2,5%/an en volume entre 2009 et 2014 en moyenne dans les communes périphériques, +0,9% à Rennes

DFR/hab en 2014 par strate



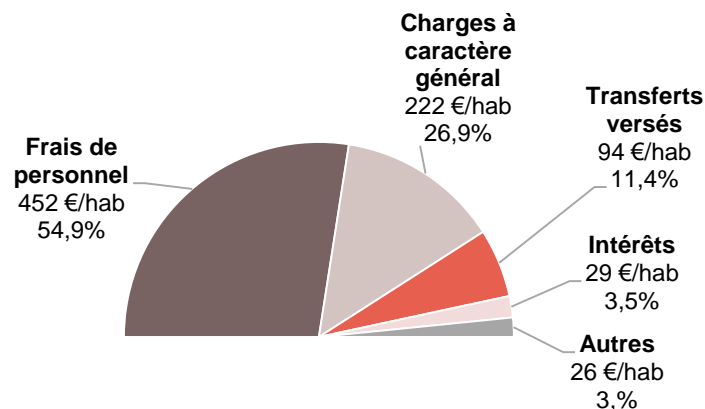
Evolution des DRF (en € constant)



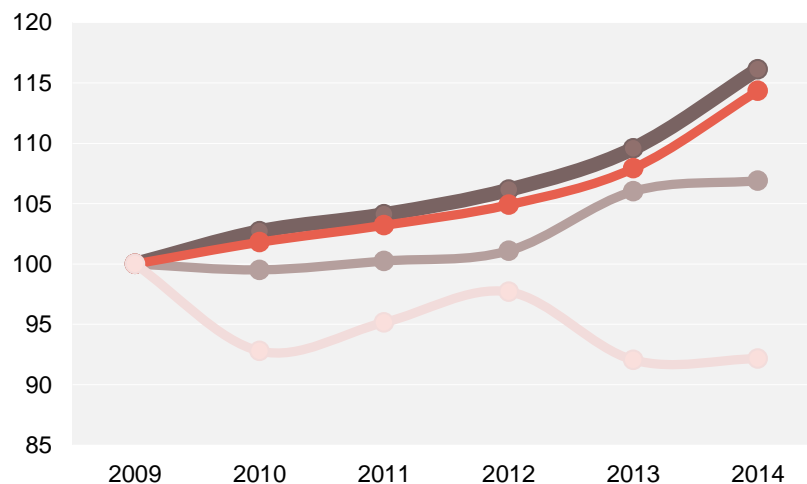
Forte hausse des frais de personnel et des transferts

- Forte hausse des frais de personnel en 2014, principal poste de dépense :** +6% en moyenne dans les communes, +3,6% à Rennes et +4% au niveau national .
- Maitrise des charges à caractère général :** relative stabilité en moyenne dans les communes périphériques en 2014 (+0,8% en 2014) et en baisse dans la ville-centre (-4,8%).
- Forte hausse des transferts versés :** +6,0% en moyenne dans les communes périphériques, +3,5% à Rennes.
- Stabilité des intérêts de la dette en 2014 en moyenne dans les communes périphériques et baisse de 13% dans la ville-centre.**

Répartition en 2014 des DRF dans les communes hors Rennes



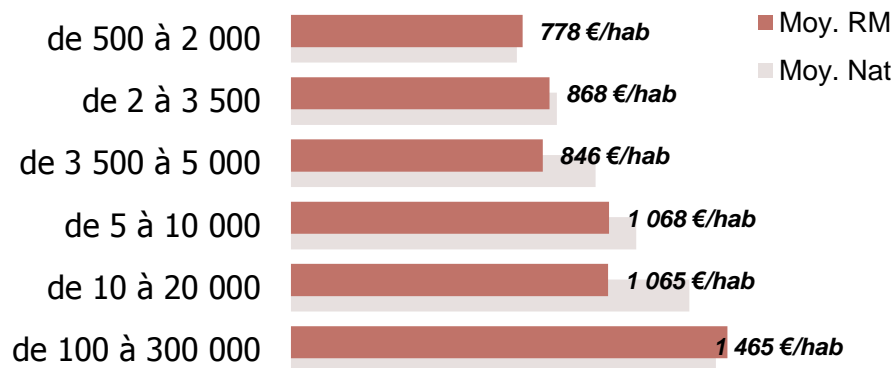
Evolution des DRF depuis 2009 (base 100 en 2009, en € courant) en moyenne dans les communes périphériques



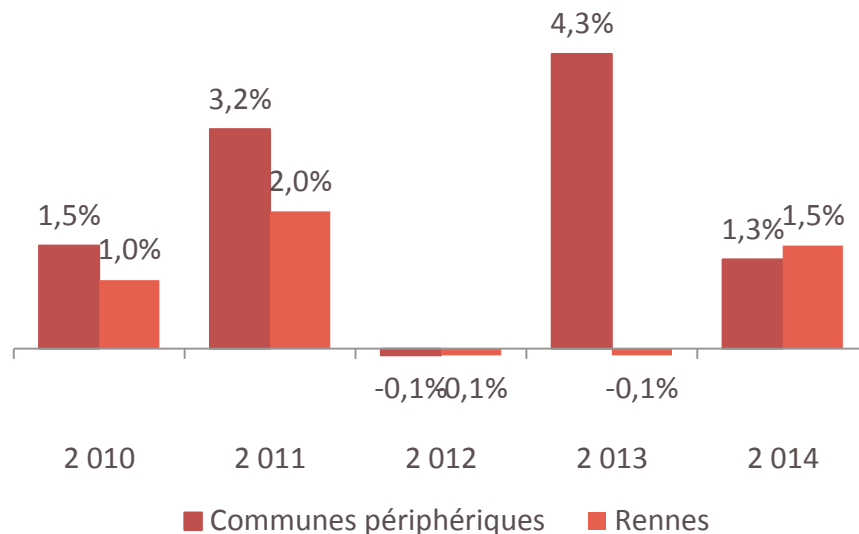
Retour à une croissance modérée des recettes en 2014

- 522 millions d'€ de recettes de fonctionnement en 2014, soit 1226€/hab.
- 984 €/hab en moyenne dans les communes périphériques, 1465 €/hab à Rennes.
- 2014, marquée par un retour à une croissance modérée :
 - +1,3% dans les communes périphériques après une forte croissance en 2013
 - +1,5% à Rennes après une année 2013 stable.
- +2,2%/an en volume entre 2009 et 2014 en moyenne dans les communes périphériques, +0,8% à Rennes

RFR/hab en 2014 par strate



Evolution des RRF (en € constant)



Faible progression des impôts et taxes et poursuite de la baisse de la DGF en 2014

- **Progression modérée des impôts et taxes, +0,6%** à Rennes et +1,8% dans les communes périphériques :

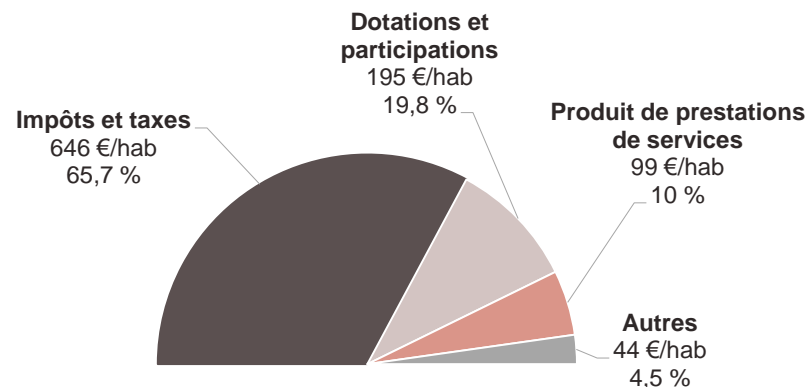
 - moindre croissance des contributions directes ;
 - +1% des DMTO après la baisse enregistrée en 2013
 - 4 millions d'€ de FPIC, hausse de moitié

- **Poursuite de la baisse des dotations et participations**

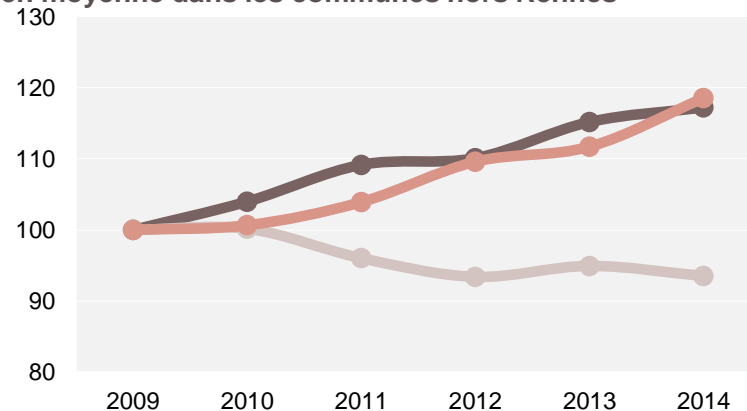
 - Baisse de 1,5% dans les communes périphériques
 - 3,7 millions d'€ de contribution au redressement des comptes publics soit une baisse moyenne de 4% de leur DGF

- **Augmentation des produits de prestations de services : +6%** dans les communes hors Rennes, +8% à Rennes

Répartition en 2014 des RRF dans les communes hors Rennes



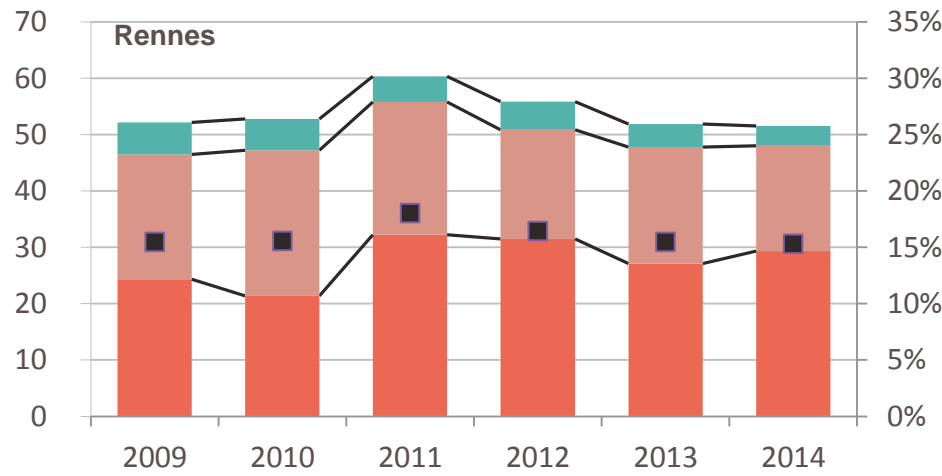
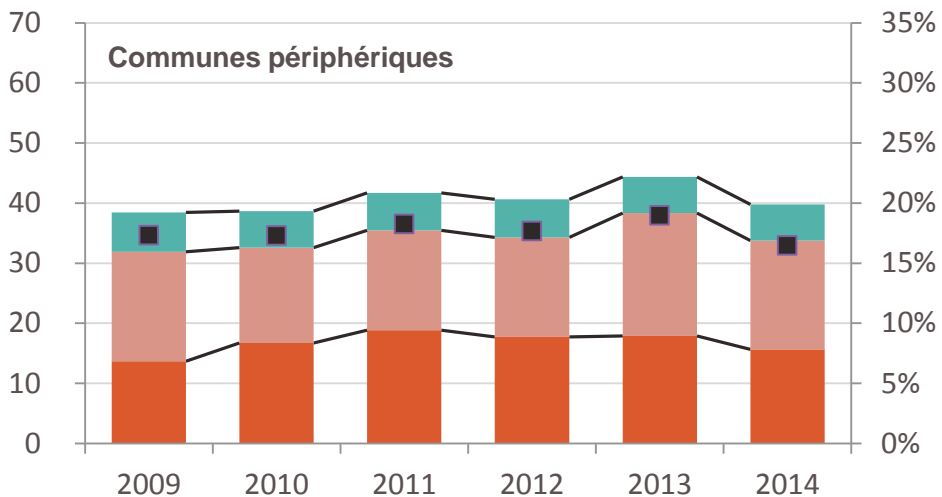
Évolution des RRF depuis 2009 (base 100 en 2009, en euro constant) en moyenne dans les communes hors Rennes



Baisse de l'autofinancement dans les communes hors Rennes

- Une épargne de gestion en baisse :
 - -10,8% en moyenne dans les communes périphériques ;
 - -0,6% dans la ville-centre;
- Remboursements de la dette en baisse. En revanche, poursuite de la baisse des intérêts dans la ville-centre, contre légère hausse dans les communes périphériques;
- Résultats : épargne nette en baisse de 12% dans les communes périphériques et hausse de 8% pour la ville-centre;
- 45 millions d'€ d'épargne nette en 2014.

Les niveaux d'épargne des communes (en M€ constant) et taux d'autofinancement

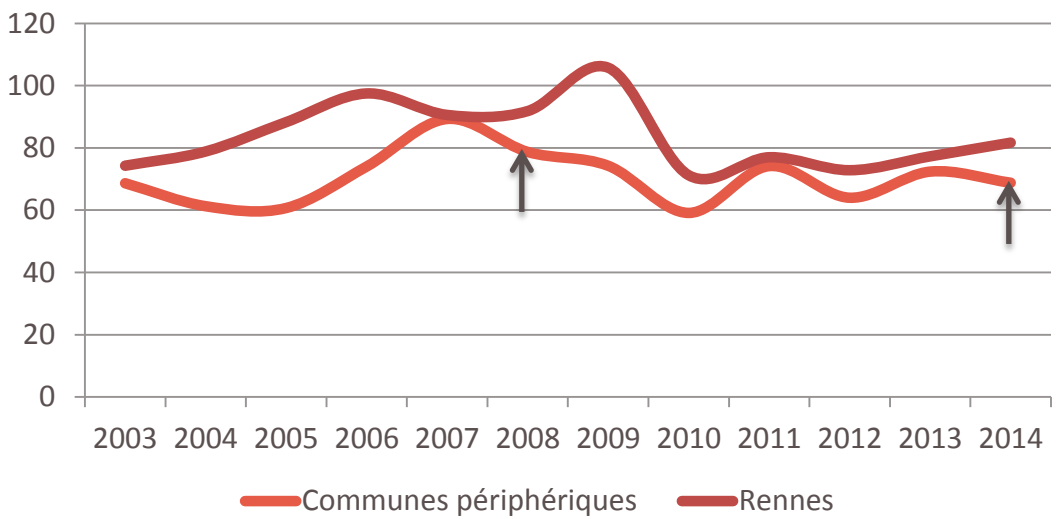


■ EPARGNE NETTE
 ■ Remboursement de la dette
 ■ Intérêt de la dette
 Taux d'autofinancement

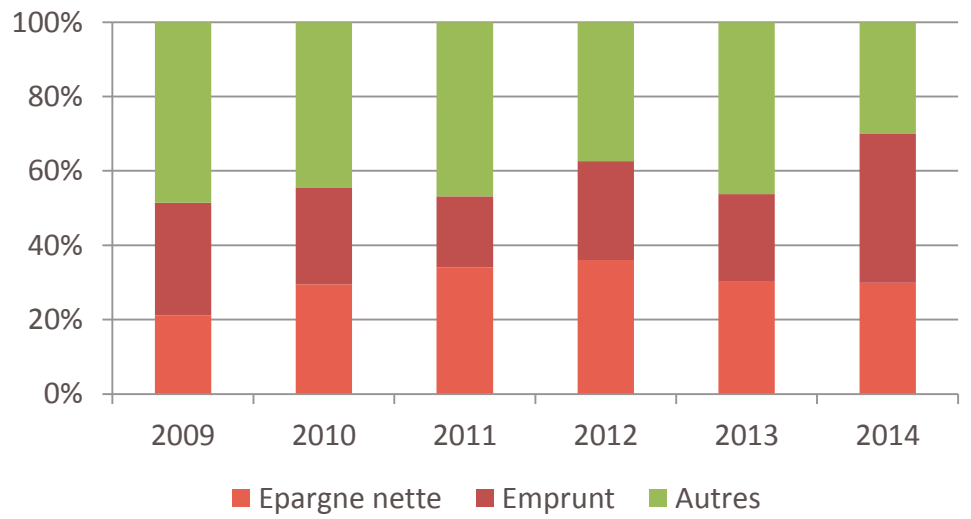
Baisse des dépenses d'équipement dans les communes hors Rennes

- 150 millions d'euros de dépenses d'équipement en 2014.
- En 2014 :
 - Baisse de 5% en moyenne dans les communes périphériques;
 - Poursuite au même rythme pour la ville-centre (+5,7%).
- Sur la période 2010/2014 :
 - 350€/hab en moyenne par an;
 - De nombreuses disparités entre communes (écart de 1 à 8)
 - Financées par le recours à l'emprunt pour 27%.
- En 2014, fort recours à l'emprunt : 40% des dépenses d'équipement, soit 60 millions d'€ d'emprunts levés en hausse de 70% par rapport à 2013.

Les dépenses d'équipement brut (en M€ constant)



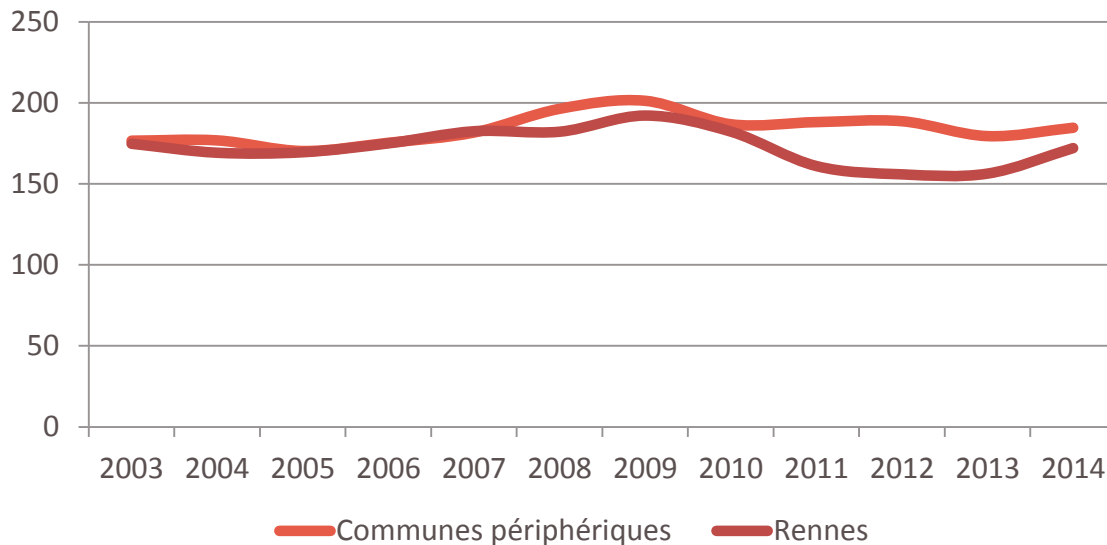
Le financement des dépenses d'équipement



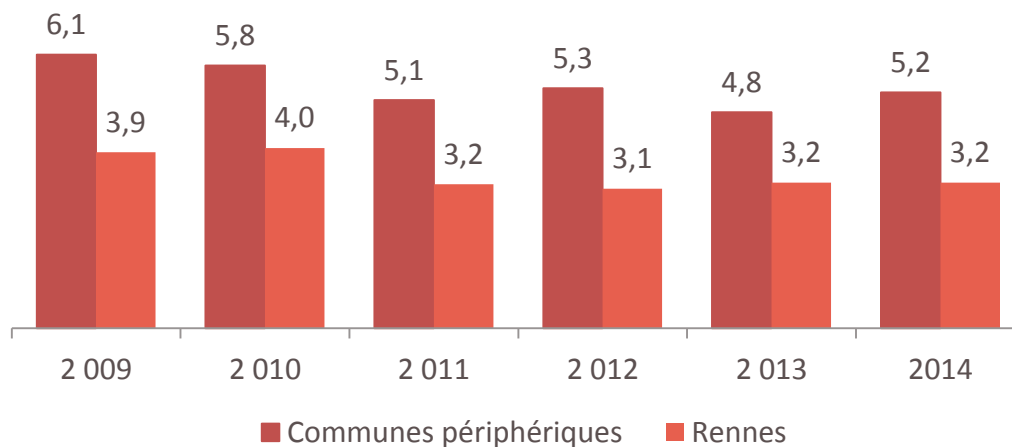
Endettement en hausse en 2014

- 356 millions d'€ d'encours de la dette fin 2014, soit 840 €/hab.
- 840 €/hab mais une grande disparité entre commune, de 1 à 16.
- En hausse de 2,9% en moyenne dans les communes périphériques. Cependant, baisse dans la majorité des communes (31).
- Hausse de 10% dans la ville-centre après 3 années de baisse.
- Capacité de désendettement :
 - 5,2 années dans les communes périphériques, en hausse;
 - 3,2 années pour la ville-centre, stable.

Encours de la dette des communes de Rennes Métropole (en M€, € constant)



Capacité de désendettement au 1^{er} janvier de l'année (en nombre d'année)

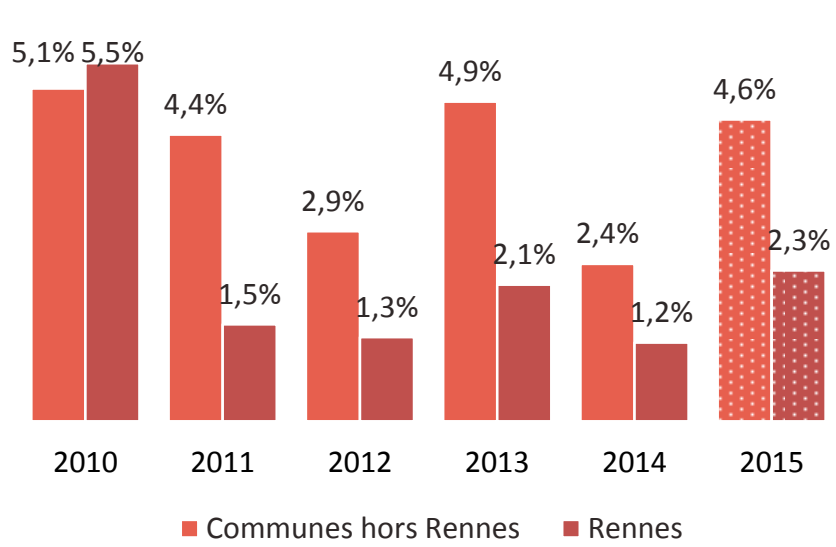


Premiers éléments 2015 et perspectives

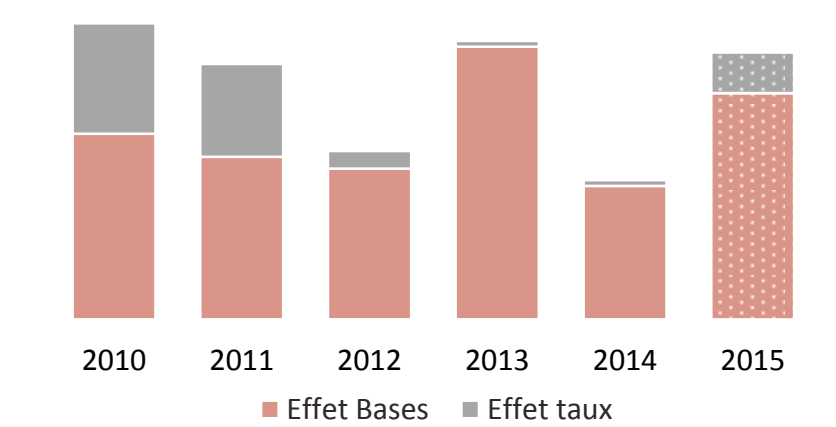
Hausse des contributions directes '3 taxes' en 2015

- Après une hausse modérée des contributions directes en 2014, forte hausse en 2015 :
 - +4,6% en moyenne dans les communes périphériques
 - +2,3% dans la ville-centre.
- Hausse portée dans les communes périphériques par la croissance des bases pour 85% et par la hausse des taux pour 15%.
- Dans la ville-centre, uniquement effet base.
- Entre 2010 et 2014, +3,6% par an en moyenne dans les communes périphériques :
 - 85% bases / 15% taux
 - 54% TH / 30% FB Résidentiel / 16% FB industriel et commercial

Évolution des contributions directes 3 taxes (en euros constant)



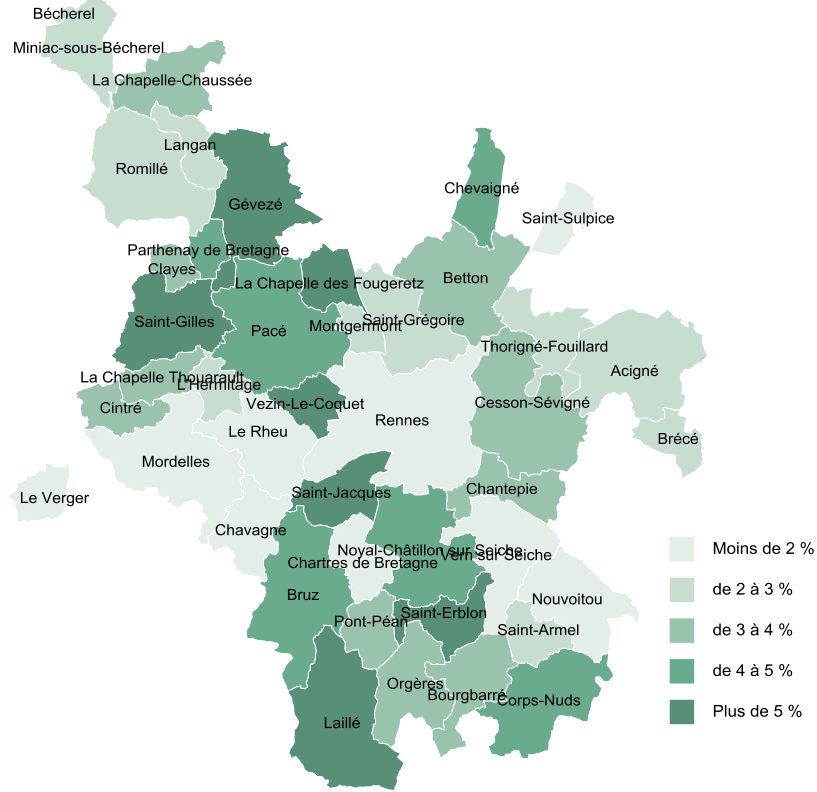
Répartition de l'évolution des contributions directes dans les communes périphériques



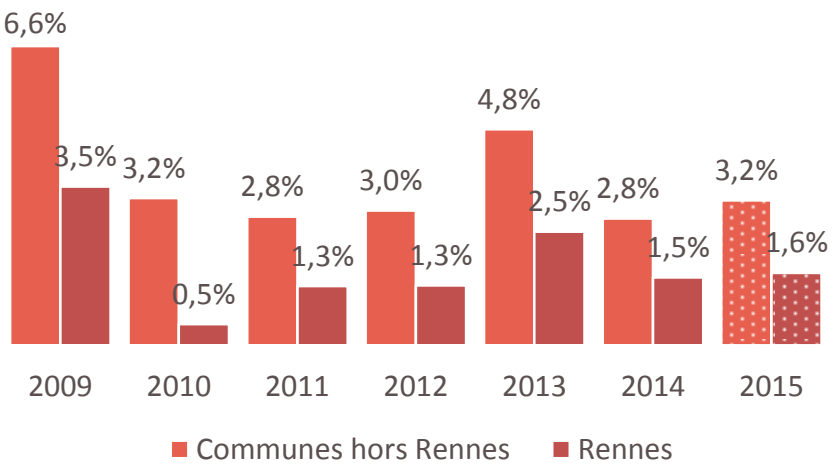
Poursuite de la croissance des bases fiscales en 2015

- Dynamisme des bases de taxe d’habitation lié à la construction neuve.
- Hausse prévisible des bases de taxe d’habitation en 2016...
- 14 communes ont voté une hausse des taux de TH en 2015 contre 4 en 2014

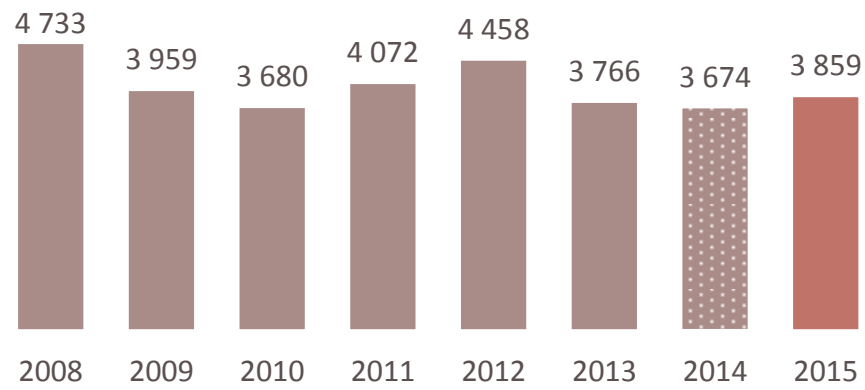
Évolution des bases nettes de Taxe d’habitation entre 2010 et 2014



Évolution des bases nettes de Taxe d’habitation (hors politique d’abattement, en € constant)



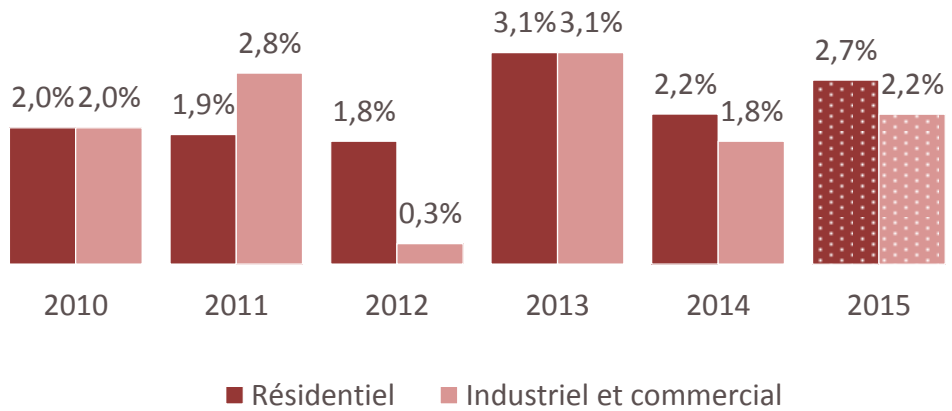
Livraisons de logements sur Rennes Métropole



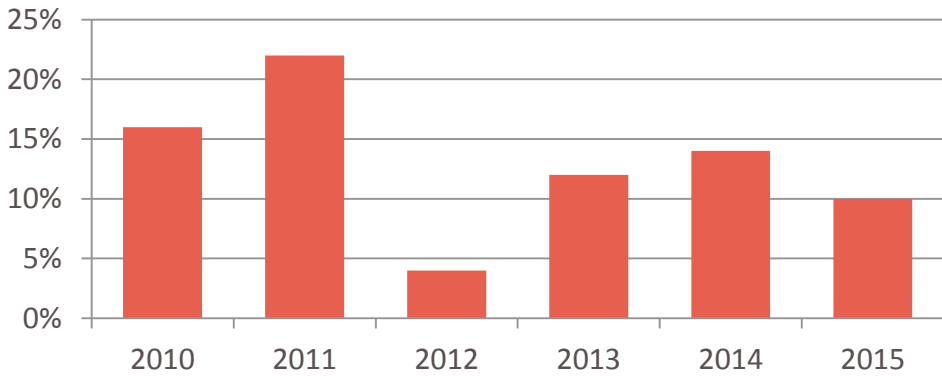
10% de la hausse des recettes fiscales issue des entreprises

- +2,3% de croissance des bases nettes en 2015 :
 - +3,0% en moyenne dans les communes périphériques
 - +1,6% pour la ville-centre
- Foncier bâti résidentiel plus dynamique que le foncier bâti industriel et commercial.
- Hausse des taux dans 15 communes.
- Les entreprises contribuent à hauteur de 10% de la hausse des contributions directes des communes en 2015.

Évolution des bases de foncier bâti (en € constant) de chaque composante



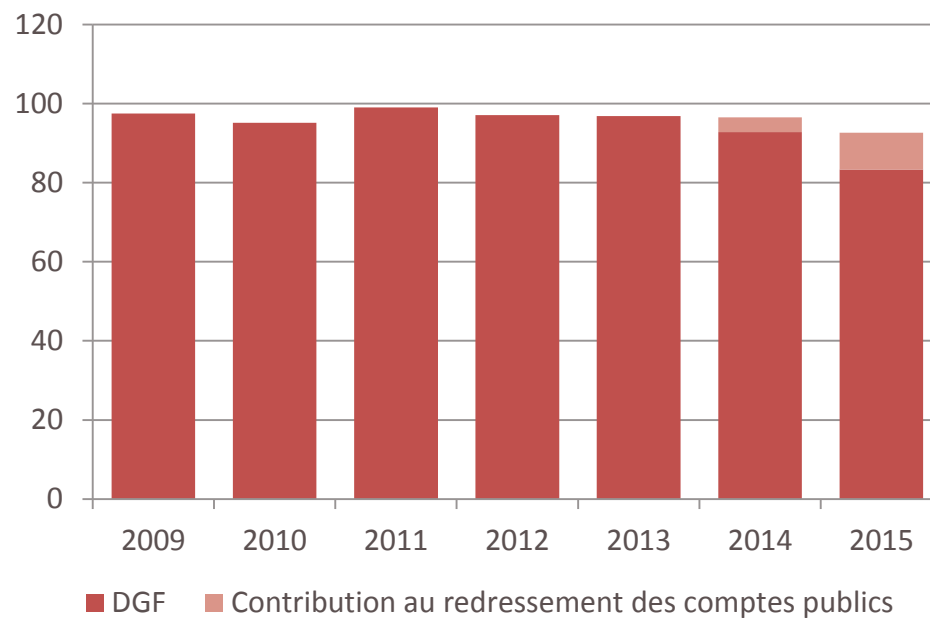
Part du FB industriel et commercial dans la hausse des contributions directes des communes de Rennes Métropole



Baisse continue des dotations de l'Etat

- 83,3 millions d'euros de DGF en 2015 soit une baisse de 15% en € constant depuis 2009 alors même que la population a progressé de plus de 5%.
- La contribution aux redressement des comptes publics s'élève à 9,4 millions d'euros en 2015, après 3,7 millions en 2014
- Cette contribution correspond à une baisse de 10% de la DGF en 2015
- Poursuite identique prévue en 2016 et en 2017 couplée à la Réforme de la DGF à compter de 2017.
- Risque de sortie du FPIC en 2016

Évolution de la DGF des communes de Rennes Métropole (en M€ constant) et impact de la participation au redressement des comptes publics





Eléments du débat

Les marges de manœuvre se resserrent pour les collectivités, elles doivent s'adapter au nouveau contexte de baisse tendancielle des dotations de l'Etat. Cela nécessite gestion rigoureuse et arbitrage.

Quelques pistes :

Côté dépenses :

- Révision des tarifs des services publics;
- groupements d'achats;
- Optimisation des contrats notamment énergétiques;
- Renégociation de prêts, gestion active de la dette;
- Gestion du personnel, non renouvellement ou mutualisation;
- Réflexion sur la gestion de certains services (régie ou délégation) ;

Côté recettes :

- Valorisation du patrimoine;
- Cessions d'actifs;
- Recherche active de subventions...



Contact
Karine Baudy
k.baudy@audiar.org

**AGENCE D'URBANISME
ET DE DÉVELOPPEMENT INTERCOMMUNAL
DE L'AGGLOMÉRATION RENNAISE**

3 rue Geneviève de Gaulle-Anthonioz
CS 40716 - 35207 RENNES Cedex 2
T : 02 99 01 86 40
www.audiar.org